

12. Montants concernés	Ligne budgétaire : BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : 41 200 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 39 700 000 EUR dont: 21 000 000 EUR pour l'appui budgétaire et 18 700 000 pour l'appui complémentaire. Cette action est cofinancée en parallèle par le gouvernement de la République islamique de Mauritanie pour un montant indicatif de 1 500 000 EUR.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)²	Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> - Appui budgétaire: Contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles - Subvention au ministère de la santé Gestion indirecte avec des entités à sélectionner conformément aux critères énoncés dans les sections 4.4.2 et 4.4.3

1.2. Résumé de l'action

Ce programme consacré au développement humain, traduit la volonté de l'UE et de la Mauritanie d'appuyer des réformes structurelles dans des secteurs clés comme la santé et l'éducation. Il contribue à la mise en œuvre et est en stricte cohérence avec le programme indicatif pluriannuel 2021-2027 dans le domaine prioritaire 1 – Renforcement du développement humain visant les secteurs de la santé et de l'éducation de base. Il couvre une période de mise en œuvre de 60 mois et représente un montant global de 41 200 000 EUR. Ce programme est le premier élément constitutif de la mise en œuvre de l'Initiative Équipe Europe #1 Renforcement du développement humain.

L'objectif de ce programme est d'appuyer la réforme des secteurs sociaux de base (éducation et santé y compris nutrition) afin d'améliorer l'offre, l'accessibilité et la qualité des services d'une manière équitable pour toute la population.

En continuité avec des actions déjà en cours dans le secteur de la santé (11^e FED), la composante « santé » vise à améliorer l'offre de soins par la mise en œuvre du Plan national de Développement sanitaire (PNDS). Cet appui constitue une réponse à des besoins prioritaires de la population, surtout la plus défavorisée, besoins qui ont été exacerbés par la pandémie du COVID-19. Une approche pour la mise en place de Caisses Régionales de Solidarité Santé (CRESS) a été proposée par l'UE et est devenue un programme prioritaire du gouvernement (actuellement en phase de test dans deux régions). Des actions spécifiques complémentaires en appui au Plan national de Développement sanitaire seront mises en œuvre sur base du récent travail avec la société civile pour la santé reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre.

La composante « éducation » vise à renforcer le système éducatif et à le rendre plus performant et équitable, en accompagnant sa réforme dans le cadre du nouveau Programme national de Développement du Système Éducatif (PNDSE III) pour lequel le processus de concertation a été lancé en juin 2021. Les résultats attendus se focaliseront sur l'amélioration de la qualité et la pertinence de l'enseignement, en particulier au travers de la réforme de la filière du manuel scolaire. L'appui fourni contribuera au renforcement de la formation des enseignants de manière à rendre efficiente la mise en œuvre des programmes réformés et au renforcement du pilotage et de la gestion du système éducatif. Ceci ira de pair avec un soutien à la déconcentration des services et la mise en place de comités de gestion des écoles.

Un Contrat de Performance de Réforme Sectorielle (CPRS) pour le développement humain dans les secteurs éducation et santé permettra de créer des leviers pour alimenter un dialogue politique constructif et inclusif, comprenant les principales parties prenantes telles que le ministère des finances, les ministères sectoriels, la société civile et les autorités locales, afin de faire avancer les réformes.

² Article 27 de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde
Page 3 de 28